Le Monde Français du Dix-Huitième Siècle

Volume 4, Issue-numéro 1   2019

Dossier « Transferts et confrontations
transatlantiques »

Constitutionnalisme et royalisme : la
transposition du modèle politique
britannique et la diffusion de la
propagande impériale en Amérique du
Nord britannique (c. 1783-1815)

Alice Lemer-Fleury, Université de Nantes
alice.lemer@univ-nantes.fr

DOI: 10.5206/mfds-ecfw.v4i1.8280

Constitutionnalisme et royalisme : la transposition du modèle politique britannique et la diffusion de la propagande impériale en Amérique du Nord britannique (c. 1783-1815)

Introduction

L'histoire du monde atlantique a permis de mettre en lumière les transferts d'idées progressistes, radicales et républicaines entre l'Europe et l'Amérique du Nord, notamment à l'ère des Révolutions (américaine et française) mais des idées conservatrices sont également partagées de part et d'autre de l'Atlantique, notamment les concepts de liberté moderne, du royalisme et du constitutionnalisme britannique avec ses colonies nord-américaines de Nouvelle-Écosse et de Québec.¹ Alors que les colonies canadiennes restent les seules possessions des Britanniques en Amérique du Nord après 1783, la diffusion de ces idées dans un monde troublé par les révolutions républicaines semble primordiale pour la protection et la préservation de l'Empire britannique en ces territoires, plus particulièrement dans la province de Québec.

Depuis le XVII^e siècle, l'expansion coloniale britannique en Amérique du Nord s'est accompagnée d'une transposition partielle du système politique de la Mère-Patrie et de son système mixte reposant sur l'équilibre des pouvoirs—à travers les gouverneurs coloniaux, leurs conseils et les assemblées. La province de Québec fait exception. En effet, depuis 1763, les autorités britanniques gèrent la province francophone différemment des autres colonies nord-américaines, dans un mélange de bienveillance et d'autoritarisme. Conquise par les Britanniques pendant la Guerre de Sept Ans, la province ne fait pas l'objet d'une anglicisation violente mais avec la Proclamation Royale de 1763, elle est gérée uniquement par un gouverneur et son conseil. La Proclamation laisse la possibilité de mettre en place une assemblée législative, comme dans les autres colonies américaines et anglophones, lorsque « l'état et les circonstances » de la colonies le permettront, mais ce projet n'aboutit pas, notamment parce que les gouverneurs Murray puis Carleton s'y opposent car elle est, selon eux, le berceau d'idées séditeuses et de principes républicains.² En 1774, l'Acte de Québec met en place un système mixte qui confie le pouvoir législatif à un conseil, sans assemblée, maintient le droit pénal anglais, mais autorise les lois civiles françaises et reconnaît la religion catholique—ce qui ne satisfait pas la minorité anglophone, qui souhaitait la mise en place d'un système purement britannique.³ Leurs demandes de réforme sont éclipsées par la Révolution américaine mais la donne

---

¹ Elizabeth Mancke, « Empire and State », dans David Armitage et Michael J. Braddick dirs., *The British Atlantic World, 1500-1800* (London : Palgrave Macmillan, 2009), pp.193-213; Eliga H. Gould, « Revolution and Counter-Revolution », *Ibid.*, pp. 201-231.

² Après la Conquête, les Britanniques n'entreprennent pas une anglicisation violente de Québec. Dans les faits, les habitants peuvent continuer à appliquer les lois françaises et à pratiquer le catholicisme. Leurs propriétés ne sont pas confisquées et on promet de ne pas les déporter. Néanmoins, le roi fait de Québec une colonie royale placée sous le contrôle direct de la Couronne. Le gouvernement s'assure en outre que des terres soient réservées pour implanter des églises et des écoles anglicanes afin de propager les institutions britanniques et, à terme, assimiler la population francophone. Robert Bothwell, *The Penguin History of Canada* (Toronto : Penguin Canada, 2006), pp. 68-96; Françoise Le Jeune, « Les suites du Traité de Paris vues du côté britannique : mise en place de « nouvelles » politiques de colonisation au Canada français, 1763 », dans Laurent Veyssière, Philippe Joutard et Didier Poton dirs., *Vers un Nouveau monde atlantique, les traités de Paris, 1763-1783* (Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016), pp. 95-112; Paul-André Linteau, *Histoire du Canada* (Paris : Presse Universitaire de France, 2014), eBook, chapitre 3, np.

³ Phillip Lawson, *The Imperial Challenge: Quebec and Britain in the Age of the American Revolution* (Montréal & Kingston : McGill-Queen's University Press, 1989), *passim.*; Linteau, *Histoire du Canada*, *op. cit.*, chapitre 3 (eBook). La réforme de 1774 enrage les colons des treize colonies, qui la considèrent comme une autre loi « intolérable ». Gustave Lanctot, *Canada and the American Revolution, 1774-1783* (Cambridge MA: Harvard University Press, 1967), pp. 27-29.

change à la fin de la guerre d'Indépendance, alors que plusieurs dizaines de milliers de colons américains restés fidèles à Georges III fuient les États-Unis et trouvent refuge en Nouvelle-Écosse et dans la province de Québec.⁴

Les Loyalistes rouvrent le débat sur la transposition du système britannique presque immédiatement après la fin de la guerre. Leurs demandes, comme nous le verrons dans cet article, ne sont pas radicales et témoignent avant tout de la britannicité politique de ces colons anglo-américains, royalistes et conservateurs—mais, dans le contexte traumatique de la période post-révolution américaine et au regard de la mixité démographique, linguistique, culturelle et religieuse de la Province, elles posent des questions inédites en métropole. Le point de vue et les réactions de Londres à ces demandes, et notamment la correspondance coloniale des Secrétaires d'État chargés des colonies⁵ ont été relativement peu étudiés par les historiens. Pourtant les questions sont nombreuses. Quels sont les principes et les stratégies mises en place en métropole pour répondre aux demandes de transposition du système britannique ? Quelles sont les idées et les valeurs que Londres veut diffuser pour garder les colonies soumises et loyales ? En d'autres termes, quelle est la politique coloniale de Londres en matière de transfert d'institutions, d'idées et de principes métropolitains après 1783 ?

Cet article s'intéresse en premier lieu aux demandes et aux débats sur la transposition du modèle britannique dans la province de Québec à partir de 1783 afin de mettre en lumière les principes qui sous-tendent la politique coloniale. La deuxième partie se concentre sur la mise en application de ces principes et sur la diffusion de la propagande impériale à partir du vote de l'Acte Constitutionnel de 1791. Enfin, la dernière partie est consacrée aux succès et aux limites de cette politique.

Les débats sur la transposition du modèle britannique en Amérique du Nord après la Révolution américaine

Les demandes de transposition du modèle britannique dans la province de Québec sont formulées dès 1783⁶ et montrent qu'un transfert des idéaux politiques de la Grande-Bretagne, notamment ceux liés à la liberté, au constitutionnalisme et au royalisme, a déjà eu lieu.

Les demandes de réformes des colons nord-américains

En 1783, une partie des bourgeois francophones s'allie aux marchands britanniques pour demander l'abrogation de l'Acte de Québec : des comités de réformes préparent une pétition,⁷ des

---

⁴ Valery Knowles, *Strangers at Our Gate: Canadian Immigration and Immigration Policy, 1540-2007* (Toronto : Dundurn Press, 2006), p. 36; Maya Jasanoff, « Revolutionary Exiles: the American Loyalists and the French Emigré Diaspora », dans David Armitage et Sanjay Subrahmanyam dirs., *The Age of Revolution in Global Context, c. 1760-1840* (Basington et New York : Palgrave Macmillan, 2010), p. 46.

⁵ De 1783 à 1801, les affaires coloniales sont gérées par le *Home Secretary*, à savoir Lord Sydney (1783-1789), Lord Grenville (1789-1791), Henry Dundas (1791-1794) et le Duc de Portland (1784-1801). À partir de 1801, elles sont transférées au Secrétariat d'État à la Guerre et aux Colonies, sous les secrétaires Hobart (1801-1804), Camden (1804-1805), Castlereagh (1805-1806; 1807-1809), Windham (1806-1807), Liverpool (1809-1812) et Bathurst (1812-1827).

⁶ En 1783-1784, le gouvernement britannique est prêt à accorder les droits et privilèges des sujets britanniques aux colons anglophones de Nouvelle-Écosse. La création du Nouveau-Brunswick en 1784 ne nécessite qu'un *Order in Council*. La province est créée sur le même modèle que la Nouvelle-Écosse, dotée d'une assemblée élue, elle doit permettre aux Loyalistes d'être mieux représentés par leurs institutions coloniales. Le gouvernement cherche déjà à faire valoir le fait que cette décision a pour but de promouvoir le bien-être des colons, avec Sydney qui écrit : « [...] the King trusts that this measure may not be considered as the effect of any other cause than that of His Gracious disposition to contribute, by every possible means, towards the general convenience and comfort of His faithful and loyal subjects who have taken refuge in these parts of His Majesty's dominions », Sydney à Parr, 28 May 1784, NAC, A105, p. 37.

représentants sont envoyés à Londres et quelques ouvrages sont publiés⁸ pour demander la transposition du système britannique, notamment la mise en place d'assemblées législatives élues, les lois civiles et pénales britanniques, l'*habeas corpus* et les procès avec jury. Ces demandes s'inscrivent complètement dans les principes et idéaux métropolitains, et notamment dans le cadre de la liberté moderne britannique—c'est-à-dire, pour reprendre la définition de Michel Ducharme, un concept de la liberté fondé sur le constitutionnalisme, la protection de la propriété privée et l'encouragement du commerce. La pétition explique :

Your Petitioners and the Inhabitants of the Province, have cheerfully on every occasion, obeyed the Controuling [sic] power of the Parliament of Great Britain, and with patience have suffered, during a period of Anarchy and War, rather than wound your Majesty's feelings, or embarrass the Throne with Remonstrances [sic] and Petitions, at a time when the safety of the Nation, made sacred every moment of Public deliberation. The Actions and Conduct of Your Petitioners when truly represented, will best express to Your Majesty, the Sincerity of their Loyalty and Attachment to the Crown and Government of Great Britain. [...] In full Confidence they trust, that Your Majesty will releive [sic] them from the Anarchy and Confusion, which at present prevail, in the Laws and Courts of Justice of the Province, by which their Real Property is rendered insecure, Trade is clogged [...]»⁹

Le transfert des idéaux britanniques de liberté moderne est parfait : les pétitionnaires en appellent à la bienveillance paternelle du roi pour les libérer de l'Acte de Québec et insistent sur la protection des droits individuels, des droits de propriété et du commerce. Ils s'affairent à montrer qu'ils ne demandent rien de plus que la mise en place d'un système politique et judiciaire *britannique* pour eux qui sont des sujets *britanniques*. James Monk, un juge de la province, par exemple, introduit son ouvrage par un panégyrique de la constitution britannique—constitution qui protège les sujets, leurs libertés et leurs propriétés—et un éloge du concept de représentation.¹⁰ Il pense que rien ne justifie que la province de Québec soit « so peculiarly marked, as if unworthy to enjoy the privileges of British subjects ». ¹¹ Il demande que leurs droits en tant que sujets britanniques soient respectés tout en acceptant le statut « inférieur » d'une colonie.¹² On peut aussi citer Adam Lymburner (un agent des pétitionnaires canadiens) qui écrit : « The cause of Canada then, is the cause of liberty—of that virtuous liberty which encourages loyalty and animates commerce—which inspires public confidence, expands public credit, secures to every man the fruit of his industry, and kindles the

---

⁷ Trois représentants sont envoyés en Angleterre afin de porter leur demande pour obtenir une assemblée représentative. Adhémar, Delisle et Powell réussissent à établir des contacts et à faire connaître à quelques membres du gouvernement britanniques l'opinion des réformateurs canadiens. À l'automne 1784, des comités de réformes à Montréal et à Québec préparent une pétition qui compte près de 2300 signatures d'anglophones et de francophones. John Hare, *Aux Origines du parlementarisme québécois, 1791-1793* (Québec : Septentrion, 1993), p. 15; *The Parliamentary Register*, 1784, volume xvi, pp. 284-289; *The Parliamentary Register*, 1786, volume xx, p. 132.

⁸ Voir Adam Lymburner, *A Review of the Government and Grievances of the Province of Quebec, since the Conquest of it by the British Arms* (Londres : Stockdale and Richardson, 1788); James Monk, *State of the Present Form of Government of the Province of Quebec* (Londres : Debrett, 1789).

⁹ « Petition for a House of Assembly, 24th November 1784 », dans Adam Shortt and Arthur G. Doughty dirs., *Documents relating to the Constitutional History of Canada, 1759-1791* (Ottawa : S.E. Dawson, 1906), pp. 503-505

¹⁰ « The British nation stands peculiarly distinguished in this respect; blessed with a constitution founded on clear and generous principles, where the executive and legislative powers are so wonderfully organized, as to have secured to the subject all the advantages which flow from social liberty. [...] Representation therefore has ever been considered as the inherent right of every British subject [...] One province only has been restrained from the exercise of this privilege—the Province of Quebec—though we trust we shall be able to shew [sic] that there is nothing in its situation, or in the conduct of its inhabitants, which will justify its being so peculiarly marked, as if unworthy to enjoy the privileges of British subjects », Monk, *State*, *op.cit.*, pp. 1-4.

¹¹ *Ibid.*, p. 4.

¹² *Ibid.*, p. 63.

electric flame of patriotism throughout society ».¹³ Loyauté, patriotisme, commerce : le discours britannique sur les libertés est entièrement maîtrisé par les réformateurs canadiens.

Réticences du gouvernement britannique

Du côté de Londres, le gouvernement n'est pas très enthousiaste à l'idée de mettre en place un système et des institutions britanniques dans la Province de Québec, notamment parce que tous les colons ne sont pas favorables à un changement de régime politique—c'est le cas des grands propriétaires terriens francophones (les seigneurs qui souhaitent protéger leurs privilèges féodaux)¹⁴ et d'une partie des officiels coloniaux (qui craignent que les assemblées deviennent le berceau d'idées séditeuses et révolutionnaires).¹⁵ De plus, la colonie, où seulement 6000 Loyalistes environ se sont installés, reste majoritairement francophone et catholique. Enfin, le gouvernement a également d'autres problèmes et priorités¹⁶ et le Secrétaire d'Etat Sydney écrit au sujet de la réforme en 1785 : « no steps will be taken thereupon, without a very mature consideration ».¹⁷ En d'autres termes, au sein du gouvernement, la question est repoussée aux calendes grecques car le Cabinet n'est pas prêt à s'atteler à un sujet aussi délicat.

La transposition du modèle britannique dans le débat métropolitain

À Westminster, les discussions sur le système de gouvernance de Québec commencent en 1786, lorsque la pétition est lue à la Chambre des Communes, et elles ouvrent un débat passionnant sur la transposition du système britannique et le transfert des idéaux de liberté dans les colonies.

Il faut tout d'abord noter que le fait qu'une partie des colons demandent un système britannique est une source de fierté immense. Et les débats sur la réforme constitutionnelle de Québec vont permettre aux parlementaires britanniques de s'enorgueillir des libertés, des droits, des privilèges et de l'ordre que confère la constitution britannique (par opposition, évidemment, aux systèmes américains puis français). Chaque membre qui prend la parole sur le sujet—Tory, Whig ou indépendant—fait à un moment ou à un autre l'éloge de la constitution britannique et se déclare

---

¹³ Lymburner, *Review*, *op.cit.*, p. 72.

¹⁴ Ils le font savoir dans des contre-pétitions et des publications comme *Observations on a Pamphlet, entitled A State of the Present Form of Government of the Province of Quebec; circulated in London, during the Last Summer, by a citizen of Quebec* (London : Rivington, 1790). Hare, *Aux Origines...*, *op. cit.*, pp. 20-26; F. Murray Greenwood, *Legacies of Fear, Law and Politics in Quebec in the Era of the French Revolution* (Toronto : University of Toronto Press, 1993), cf. chapitre 2.

¹⁵ Ils le font savoir aux ministres dans leur correspondance, mais aussi aux membres du *Board of Trade*, lors d'auditions par exemple. « Examination of Thomas Ainslie, Esq. Collector of the Customs on the Province of Quebec, 18 mars 1788 », TNA, BT5 volume 5, pp. 226-236.

¹⁶ En outre, la situation politique en Grande-Bretagne est instable en 1783 : le traité de Paris a fait chuter le gouvernement Shelburne, la coalition Fox-North n'a tenu que quelques mois, et William Pitt n'a pas encore consolidé sa place. Si Pitt confirme sa nomination avec les élections générales de 1784, il n'a que 24 ans lorsqu'il forme son premier Cabinet et personne ne se bouscule pour en faire partie car nombreux sont ceux qui pensent que son gouvernement sera rapidement mis en échec. Pitt peine notamment à trouver un Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, le ministre alors chargé des affaires coloniales. Lord Sydney, accepte ce poste à contrecœur, pour rendre service, et après la démission de Lord Temple et le refus de Lord Sackville. Sydney écrit alors : « I certainly never wished and have done all I could to avoid returning to [the Home Office]. But I am looked upon as one, who is ready to go aloft in a Storm. Under the present circumstances I thought it my Duty to undertake the Task » (Sydney, 24 décembre 1783, Orde à Shelburne, 23 décembre 1783). Bien qu'il prenne en charge de nombreux aspects importants de la politique coloniale en Amérique du Nord, comme l'installation des Loyalistes, la réorganisation de la Nouvelle-Ecosse ou les relations commerciales avec les Etats-Unis, Sydney est un ministre détaché qui n'a ni la volonté ni l'envergure de mettre en place une réforme d'une telle ampleur. J. Stephen Watson, *The Reign of George III, 1760-1815* (Oxford : Clarendon Press, 1960), pp. 266-267; William Hague, *William Pitt the Younger* (London : Harper Perennial, 2004), pp. 141-152; p. 265; R.R. Nelson, *The Home Office, 1782-1801* (Durham : Duke University Press, 1969), pp. 14-15; Helen Taft Manning, *British Colonial Government After the American Revolution, 1782-1820* (New Haven : Yale University Press, 1933), p. 90.

¹⁷ Sydney à Hamilton, 30 avril 1785, NAC, Q24, p. 218.

« ami de la liberté ».¹⁸ Cependant, ces demandes mettent également les Parlementaires dans l'embarras. Faut-il vraiment diffuser les libertés anglaises et transposer le système de gouvernance britannique dans la Province de Québec, majoritairement francophone et catholique? Si oui, dans quelle mesure et de quelle manière puisqu'une colonie doit rester soumise à la métropole?

Dès 1786, les Whigs les plus radicaux se prononcent en faveur d'un changement rapide du mode de gouvernance de Québec, avec Charles James Fox qui affirme par exemple :

He declared, that so firmly was he of opinion that a free government was a blessing, that he would give it, even if the majority of any colony were so blind to their own interest and ease as to refuse to accept it; convinced that a time would soon come, when he should receive their most grateful thanks for forcing upon them a source of happiness and safety, both as to their persons and their property, that they had not the sense to perceive was so desirable when it was first offered them.¹⁹

Répandre la liberté par la force pose évidemment problème et reste une position minoritaire. Le Premier ministre, par exemple, tempère : « He admitted that generally speaking, the privileges of the British constitution ought to be diffused as wholly through the dominions of the empire as it was practicable should be done, but certainly not without the wishes of those to whom they were to be imparted [...] surely even the blessings of liberty ought not to be forced upon people contrary to their own inclination ».²⁰ À l'image de William Pitt, de nombreux Parlementaires affirment que s'ils n'ont rien de plus à cœur que de permettre aux colons canadiens de jouir des libertés anglaises, il faut laisser le temps de la maturation aux projets de réforme puisqu'une partie de la population y est opposée.

Les Parlementaires sont aussi très marqués par le traumatisme de la Révolution américaine—on se souvient que les assemblées ont joué un rôle primordial dans la rébellion des colons américains dès les années 1760.²¹ Thomas Powys, le Parlementaire indépendant qui présente et défend la pétition des réformateurs canadiens à Westminster en est bien conscient. Il se prononce pour l'introduction du droit anglais, les procès avec jury, l'*habeas corpus* ou encore une assemblée élue, mais il ajoute :

He was well aware, that it was generally held as a matter of sound policy, that the reins of government of a distant province ought to be drawn somewhat more tight [sic] than the reins of government at home. That maxim was, he believed, in some degree true; and all he wished to do was, to give the inhabitants of the province of Quebec that degree of personal and political liberty, that might be communicated without the smallest risk of danger to the state.²²

Powys accepte ainsi d'emblée que la diffusion du modèle britannique soit partielle—et surtout sans « risque », sous-entendu, sans risquer de recréer un système trop indépendant qui pourrait donner des velléités révolutionnaires aux colons. Ces réticences se retrouvent dans la majorité des opinions exprimées. William Young par exemple appelle la Chambre à la prudence lorsqu'il déclare : « it behoved the House to examine the matter well, and to deliberate much upon its probable consequences as he imputed the loss of the Thirteen Colonies to an improvident and inattentive extension of our own government to each of them ».²³ D'autres Parlementaires, moins

---

¹⁸ Voir aussi Asa Briggs, *The Age of Improvement, 1783-1867* (London : Longman, 1959), pp. 88-100.

¹⁹ Charles James Fox, *The Debates and Proceedings of the House of Commons during the Third Session of the Sixteenth Parliament of Great Britain*, volume II (London : Stockdale, 1786), p. 230.

²⁰ William Pitt, *Ibid.*, pp. 225-226.

²¹ Keith Mason, « Britain and the administration of the American Colonies », dans H.T. Dickinson dir., *Britain and the American Revolution* (London : Routledge, 2014), p.30.

²² Thomas Powys, *The Debates and Proceedings*, 1786, *op.cit.*, p. 223.

²³ William Young, *Ibid.*, pp. 239-240.

catastrophistes, comme Henry James Pye ou P. Arden (le Procureur général), gardent clairement en tête la révolte des colonies américaines et souhaitent réfléchir à un système qui permettrait de maintenir les colonies canadiennes dans l'Empire—avec des expressions comme « connexion », « dépendance » ou « safety » qui reviennent régulièrement au cours des débats, comme par exemple, lorsque le Parlementaire Henry James Pye affirme : « He wished the privileges of Englishmen might be extended to every part of the empire, as far as was consistent with its dependence on the mother country. But [...] he wished time might be taken to frame such a general code of laws as might be calculated to ensure permanent connection on the one side, and constitutional safety on the other ».²⁴

Dans le même ordre d'idée, l'*Attorney General* expliquera qu'il votera contre la motion, non pas par opposition aux « principes » de la proposition, mais uniquement parce qu'il la considère « prématurée ».²⁵ En d'autres termes, les Parlementaires britanniques sont, en principe, tout à fait favorables au transfert des idéaux et des institutions britanniques dans les colonies mais ils restent frileux quant à sa mise en œuvre.

Transposition du modèle britannique en diffusion de la propagande impériale

Le gouvernement se laisse du temps pour réfléchir à cette mise en œuvre, en donnant pour mission à Lord Dorchester, nommé Gouverneur de la Province de Québec en 1786, de rapporter le sentiment des habitants à ce sujet et il faut attendre 1789-1790 pour que le nouveau Secrétaire d'Etat, Lord Grenville, s'attelle au projet de nouvelle constitution—que sera l'Acte du Canada de 1791.

La réforme de 1791 : stratégie politique et propagande impériale

Dès le départ, comme il y a un décalage entre les principes, les discours des hommes politiques métropolitains et leurs intentions pragmatiques, il y a aussi un décalage entre les motivations gouvernementales et la façon dont la réforme est présentée.

Du côté du gouvernement, l'extension du système politique britannique dans la Province de Québec relève davantage de la stratégie que de l'idéologie. Les raisons qui poussent réellement le gouvernement britannique à accorder une constitution inspirée du modèle britannique sont essentiellement financières : les coûts de fonctionnement du *civil establishment* sont élevés et, depuis 1778, seule une assemblée coloniale peut lever les taxes nécessaires pour alléger ces coûts.²⁶ En outre, l'Empire britannique est trop vaste et le système de communication trop lent pour que chaque décision pratique vienne de Londres. En d'autres termes, Londres n'a pas vraiment le choix. Mais la métropole tente de tourner ces obligations pratiques et financières à son avantage, sous couvert de diffuser les principes de son « heureuse constitution » dans les colonies.

Cette stratégie est très claire dans la correspondance coloniale de Lord Grenville lorsqu'il écrit à Dorchester fin 1789. Dans sa lettre officielle, Grenville écrit : « The General object of this Plan is to assimilate the Constitution of that Province to that of Great Britain, as nearly as the difference

---

²⁴ Henry James Pye, *Ibid.*, p. 230.

²⁵ « He professed himself to be a warm friend to a free government and as zealous an advocate for having every British government founded on a principle of liberty, as Mr. Fox. He thought the affections of a colony the best bond of connection with the mother country; and, wherever prudence warranted the practice, he should think it sound policy to adopt it. [...] He concluded with declaring that he should vote against the motion, not from any decided objection against the principles of the proposed Bill, but merely because he thought the motion premature », P. Arden Attorney General, *Ibid.*, pp. 238-239.

²⁶ Les comptes du Trésor, qu'étudie Grenville, révèlent que les coûts pour le gouvernement et la défense de la province de Québec s'élèvent à 100 000 livres par an, mais depuis 1778, le Parlement ne peut plus taxer directement les colonies. Il faut donc établir des assemblées qui ont le pouvoir de lever des taxes. Hare, *Aux Origines, op. cit.*, p. 15; Helen Taft Manning, « The Civil List of Lower Canada », *The Canadian Historical Review*, XXIV, mars 1943, pp. 29-30; Helen Taft Manning, *The Revolt of French Canada, 1800-1835: A Chapter of the History of the British Commonwealth* (New York : St Martin's Press, 1962), p. 28.

arising from the manners of the people and from the present situation of the Province will admit ».²⁷ Il affirme donc que Londres cherche à contenter les réformateurs en transposant le système britannique mais de manière limitée pour satisfaire ceux qui souhaitent maintenir l'ancien système. La position publique est claire—diffusion modérée du constitutionnalisme britannique, anglicisation douce et prise en compte des différents avis. Mais en privé, il ajoute :

I am persuaded that it is a point of true Policy to make these Concessions at a time when they may be received as a matter of favour, and when it is Our own power to regulate and direct the manner of applying them, rather than to wait 'till they shall be extorted from us by a necessity which shall never leave us any discretion in the form, nor any merit in the substance of what we give.²⁸

On est ici au cœur de la stratégie de Londres : si la métropole n'a pas le choix, il faut qu'elle puisse toutefois définir, contrôler et limiter les concessions faites tout en donnant l'impression de faire une « faveur » aux colons en transposant son système politique.

Sous couvert de discours qui soulignent la libéralité et la bienveillance du gouvernement britannique, dans les faits, l'Acte du Canada de 1791 transpose partiellement les libertés anglaises tout en maintenant une logique de gestion autoritariste des colonies. L'Acte crée deux provinces : le Haut-Canada (majoritairement peuplé d'anglophone—aujourd'hui l'Ontario) et le Bas-Canada (majoritairement francophone—aujourd'hui le Québec). Dans les deux provinces, le pouvoir exécutif est confié au Gouverneur (ou Lieutenant Gouverneur) et son conseil, le pouvoir législatif est partagé entre un conseil législatif (censé devenir une forme de Chambre Haute) et une assemblée élue, les colons jouissent de libertés telles que les procès avec jury ou l'*habeas corpus*. Si les grands principes d'un gouvernement mixte sont respectés, l'Acte de 1791 n'est pas une transplantation exacte du système britannique. Il s'agit d'une constitution coloniale, conçue par la métropole pour maintenir le lien colonial²⁹ et surtout pour maintenir les colonies sous l'autorité stricte de Londres. Ainsi, les assemblées législatives n'ont aucun moyen pour « soumettre l'exécutif » à leur volonté, les prérogatives du Gouverneur sont importantes et le contrôle de Londres est renforcé.³⁰

Au Parlement, les membres du gouvernement et ses soutiens sont prêts à admettre que l'Acte Constitutionnel de 1791 n'est pas une transposition complète du système britannique. C'est le cas d'Henry Dundas (membre de la majorité puis secrétaire d'État à l'intérieur) qui explique : « They could not pretend to give Canada the same constitution as they themselves lived under; all they could do was to lay the foundation for the same constitution, when increased population and time should have made the Canadians ripe to receive it, and to enjoy the same blessings ».³¹ Cette position est partagée par Edmond Burke (qui rompt avec les Whigs radicaux et Charles James Fox au cours des

---

²⁷ Grenville à Dorchester, n°2, 20 octobre 1789, NAC, Q59B, p. 64.

²⁸ Grenville to Dorchester (privée), 20 octobre 1789, NAC, Q42, pp. 92-94.

²⁹ Michel Ducharme, *Le Concept de liberté au Canada à l'époque des Révolutions atlantiques, 1776-1838* (Montréal & Kingston : McGill-Queen's University Press, 2010), pp. 6-7, 58-59.

³⁰ Greenwoodn *Legacies, op. cit.*, e1328-1349; Ducharme, *Le Concept de liberté, op. cit.*, pp. 57-58, 60; Danielle Laudy, « Les politiques coloniales britanniques et le maintien de l'Ancien Régime au Bas-Canada, 1791-1832 », *Histoire, économie et société*, 14^{ème} année, No 1, 1995, pp. 73-92. Le projet de loi présenté par le Secrétaire d'État Grenville en 1790-1791 est critiqué par les marchands canadiens, dont Lymburner, et les Whigs au Parlement. Ils s'opposent à la division de la province en deux colonies, trouvent le nombre de représentants insuffisants, le système d'élection septennale inadapté, et demandent l'abrogation complète, et non partielle, de l'Acte de 1774. Au Parlement, Fox reprend les arguments de Lymburner qui publie un papier à ce sujet en 1791 intitulé *Paper read at the Bar of the House of Commons, by Mr Lmburner, Agent for the Subscribers to the Petitions from the Province of Quebec, bearing date the 24th of November, 1784* (23 mars 1791). Ils parviennent à faire augmenter le nombre de représentants dans les assemblées, à faire baisser le cens pour être électeur et à obtenir des élections triennales; mais pas à remettre en cause la division de la province, ni à remettre en question les conseils nommés, ou le maintien du droit civil français dans le Bas-Canada. Hare, *Aux Origines, op. cit.*, pp. 16, 18-25.

³¹ Henry Dundas, *The Parliamentary History, 1791-1792*, volume xxix (London : Hansard, 1817), p. 428

débats sur l'Acte du Canada) : « It was evidently the intention of his Majesty's declaration, that the laws adopted in Canada should be as nearly as possible similar to those of England. Indeed, it was usual in every colony to form the government as nearly upon the model of the mother country, as was consistent with the difference of local circumstances ».³²

En revanche, dans la presse, dans les discours et les écrits des officiels coloniaux (en Grande-Bretagne ou dans les Canadas) et, plus tard, dans les récits des voyageurs ou des promoteurs de l'émigration, la rhétorique n'est pas aussi subtile. Par exemple, on peut lire dans la presse britannique des remarques telle que : « Enjoying all the privileges of the British Constitution, the Canadians are contented and happy ».³³ Les auteurs coloniaux et les voyageurs n'hésitent pas non plus à insister sur l'idée que les Canadas jouissent pleinement de la « protection » et de la « bénédiction » de la constitution britannique.³⁴

Dans la réalité de la politique coloniale, les ministres doivent alors trouver un équilibre entre trois objectifs :

- transférer les principes et les institutions britanniques (puisque'il faut angliciser et maintenir l'attachement des Canadas à la métropole),
- poser des limites à la transposition de ce système (puisque'il ne faut pas donner trop de liberté aux colonies pour continuer à les contrôler)
- et diffuser la propagande impériale (puisque'il faut que les colons croient qu'ils jouissent de toutes les libertés britanniques).

Pour trouver cet équilibre, fragile, voire périlleux, la politique coloniale de Londres revêt différents visages.

L'apprentissage du constitutionnalisme dans le Bas-Canada

D'abord, pour les Secrétaires d'Etat chargés des colonies, il convient que toutes les lois et mesures soient modelées sur la métropole « dans la mesure du possible ».³⁵ Les ministres veulent aussi former les colons au système britannique pour qu'ils demeurent ou deviennent (dans le cas du Bas-Canada) anglicisés. Ils le font par exemple à travers leurs demandes et recommandations aux officiels coloniaux. En outre, les députés du Bas-Canada, pour la plupart novices et ignorants des coutumes parlementaires anglaises, ont à leur disposition une compilation des règles de la Chambre des Communes en anglais et en français afin de se familiariser et d'intégrer le système britannique.³⁶

---

³² Edmund Burke, *Ibid.*, p. 403.

³³ *Caledonian Mercury*, 10 juin 1793.

³⁴ Voir par exemple : « A Letter Descriptive of the Different Settlements in the Province of Upper Canada » (1795) et « Proposals for settling new Lands in Canada under the Protection of the British Government » (1801) dans *The Monthly Review*, volume 20, 1796, p. 479 et *The Gentleman's Magazine*, volume 71, 1801, p. 250; D'Arcy Boulton, *Sketch of His Majesty's Province of Upper Canada*, London, Rickaby, 1805, p. 4; David Anderson, *Canada; or a View of the Importance of the British American Colonies*, London, Richardson, 1814, p. 49; Isaac Weld, *Travels through the States of North America and the Provinces of Upper and Lower Canada in the years 1795, 1796, and 1797* (London : Stockdale, 1800), p. 293; John Lambert, *Travels Through Lower Canada and the United States of North America in the Years 1806-1808*, volume I (London : Cradock & Jay; Edinburgh : Daig & Stirling; Dublin : Keene, 1813), p. 145.

³⁵ « Order in Council » du 29 juin 1785, Sydney à Gouverneur de la Nouvelle-Écosse, 2 juillet 1785, NAC, A107, pp. 143-144; Portland à Carleton, n°10, 9 juin 1796, NAC, RG7 G8B, volume 2, p. 253; Hobart à Milnes, n°16, 9 septembre 1803, NAC, Q78A, p. 216.

³⁶ Hare, *Aux Origines*, *op. cit.*, pp. 67, 86-107.

Transfert du modèle britanniques et limites dans le Haut-Canada

Cependant le modèle britannique doit toujours être adapté avec soin et de manière limitée. C'est le problème majeur rencontré par Londres avec le Haut-Canada, où l'enthousiasme du Lieutenant Gouverneur John Graves Simcoe doit être tempéré. Par exemple, en 1792, devant la première assemblée de la colonie, Simcoe n'hésite pas à affirmer : « [...] this province is singularly blessed [...] with a Constitution which has stood the test of experience, and is the very image and transcript of that of Great Britain »³⁷ et son projet est de faire du Haut-Canada « a little Britain » en quelques années seulement. Ce n'est pas du tout l'objectif de Londres et les ministres Dundas puis Portland doivent modérer ses décisions. Par exemple, lorsque Simcoe crée des postes de lieutenants de comté sur le modèle anglais, le secrétaire Portland lui écrit : « [...] to assimilate a Colony in all respects to its Mother Country is not possible, and if possible would not be prudent [...] [Institutions] may be objectionable in a Colony, as tending to lessen the Authority which the Parent State ought to possess over it [...] They are rather means and Instruments of Independence ».³⁸

La priorité pour Londres n'est pas de transférer sa constitution et ses institutions de manière identique mais de maintenir un contrôle strict, et surtout centralisé des colonies—notamment pour éviter une nouvelle rébellion.

Propagande royaliste et constitutionnaliste

Enfin pour assurer et renforcer la loyauté des sujets dans les deux Canadas, le gouvernement s'attache à favoriser la diffusion du royalisme. Dans la correspondance coloniale, les ministres insistent pour que toutes les décisions prises par Londres et qui montrent la générosité (financière) ou la bienveillance du roi et de son gouvernement soient connues du public (à travers les déclarations du Lieutenant Gouverneur à l'assemblée par exemple). Pour les ministres, il est essentiel et indispensable que les officiels soulignent toutes les marques d'attention de la métropole, qu'il s'agisse des allocations de terre pour les Loyalistes, de la promotion de l'Eglise ou des budgets alloués aux colonies—le terme « impress » est ainsi communément utilisé dans la correspondance coloniale sur toute la période.³⁹ Ils doivent souligner les efforts du gouvernement britannique pour promouvoir la « prospérité et le bonheur » des colons. Cette propagande impériale, largement centrée sur le paternalisme et la bienveillance de la couronne, insiste franchement sur les liens « inséparables » entre l'intérêt de la Couronne et celui des colonies (on retrouve ce terme dans la correspondance de chaque ministre).⁴⁰

Les libertés anglaises et le constitutionnalisme font aussi, quoi que dans une mesure moindre, partie de la propagande impériale. Ces éléments prennent davantage d'importance au cours des

---

³⁷ John Graves Simcoe, 15 octobre 1792, cité dans Ducharme, *Le Concept de Liberté, op. cit.*, pp. 58-59.

³⁸ Portland à Simcoe, n°7, 20 mai 1795, NAC, Q278A, pp. 75-77.

³⁹ Sydney à Haldimand, 8 avril 1784, NAC Q23, pp. 59-60; Sydney à Parr, 7 juin 1784, NAC, A105, pp. 46-47; Grenville à Dorchester, n°9, 20 octobre 1789, NAC, Q59B, p. 110; Grenville à Parr, n°4, 5 juin 1790, NAC, A114, pp. 195-196. Voir aussi Dundas à Dorchester, 15 février 1794, NAC, Q77A, p. 114; Portland à Simcoe, n°7, 20 mai 1795, NAC, Q278A, p. 79.

⁴⁰ Sydney à Haldimand, 8 avril 1784, NAC Q23, p. 58; Sydney à Carleton, 19 avril 1786, NAC, RD7 G8B, volume 1. Voir aussi Dundas à Clarke, 3 février 1793, NAC, Q77A, p. 55; Portland à Dorchester, n°14, 8 mai 1795, NAC, Q77A, p. 196; Portland à Simcoe, n°6, 9 mai 1795, NAC, Q278A, p. 72; Portland à Russel, n°1, 13 décembre 1796, NAC, Q278A, p. 111; Portland à Hunter (séparée), 9 octobre 1799, NAC, Q278A, p. 196; Dundas à Clarke, 3 février 1793, NAC, Q77A, p. 55; Portland à Dorchester, n°14, 8 mai 1795, NAC, Q77A, p. 196; Portland à Simcoe, n°6, 9 mai 1795, NAC, Q278A, p. 72; Portland à Russel, n°1, 13 décembre 1796, NAC, Q278A, p. 111; Portland à Hunter (séparée), 9 octobre 1799, NAC, Q278A, p. 196; Hobart à Milnes, n°10, 6 août 1802, NAC, Q78A, p. 198; Hobart à Hunter, n°15, 1^{er} décembre 1802, NAC, Q293A, pp. 30-31; Hobart à Milnes, n°16, 9 septembre 1803, NAC, Q78A, pp. 214-215; Camden à Hunter, 22 juin 1805, NAC, Q293A, p. 75; Castlereagh à Craig, n°14, 31 décembre 1808, NAC, Q97A, p. 108; draft (Bathurst) à Sherbrooke, n°15, 9 décembre 1812, NAC, A148, p. 35.

conflits contre la France révolutionnaire (de 1793 à 1802) et napoléonienne (de 1803 à 1815), alors que le gouvernement de la Grande-Bretagne se pense et se montre comme le seul défenseur des libertés en Europe contre le républicanisme français puis l'absolutisme de Napoléon et où, ce qui est en jeu est bien la survie des libertés et des privilèges de la constitution anglaise.⁴¹ L'engagement de l'Amérique du Nord britannique dans ce combat est périphérique—mais les colonies n'échappent pas à la propagande idéologique et militaire. Par exemple, les gazettes qui relatent les victoires britanniques contre ses ennemis sont systématiquement transmises dans les colonies. Dans ces circulaires, à la gloire des valeureuses troupes britanniques, l'objectif est de créer un sentiment de fierté et de maintenir la confiance des peuples dans la capacité de la Grande-Bretagne à vaincre la France.⁴² En outre, les colonies s'engagent auprès de la métropole, notamment à travers leurs contributions financières—et cela amène les ministres à intégrer de plus en plus l'idée d'attachement aux libertés et à la constitution dans la propagande impériale.⁴³ Pour ne citer qu'un exemple, en 1800, le Duc de Portland écrit au Gouverneur du Bas-Canada : « [...] it is His Majesty's pleasure, that you should make known to them the just sense he entertains of the zeal and attachment they have shewn [sic] on this occasion, as well to His Royal Person and Family, as to the principles of our most excellent Constitution ». ⁴⁴ Dans cet extrait, on voit bien que Portland continue d'insister sur l'attachement au roi, mais qu'il s'opère également un glissement dans le discours vers une valorisation d'un attachement aux valeurs et à la constitution de la Grande-Bretagne.

La politique coloniale de la Grande-Bretagne est ainsi fondée sur une ambivalence constante, sur un double discours permanent : la transposition des institutions et des idéaux britanniques est limitée dans les faits, mais cette réalité est modulée, adoucie, par des discours qui soulignent l'idée que métropolitains et colons partagent les mêmes idéaux, notamment l'attachement au roi et à la constitution.

---

⁴¹ Mark Philp, « The British response to the threat of invasion, 1797-1815 », dans Mark Philp dir., *Resisting Napoleon: Response to the Threat of Invasion, 1797-1815* (Aldershot : Ashgate, 2006), pp. 1-17; Philip Harling, « A tale of two conflicts: critiques of the British war effort », *ibid.* pp. 19-60.

⁴² Circulaire, 5 juin 1793, King à Lieutenant-gouverneur de l'Île Saint-Jean, NAC, RG7 G8D, volume 2, p. 31; Circulaire, 4 septembre 1793, King à Lieutenant-gouverneur de l'Île Saint-Jean, NAC, RG7 G8D, volume 2, p. 36; Circulaire, 17 janvier 1794, King à Lieutenant-gouverneur de l'Île Saint-Jean, NAC, RG7 G8D, volume 2, p. 39; Circulaire, 12 octobre 1801, Hobart à Carleton, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 141, Hobart à Fanning, NAC, RG7 G8D, volume 2, p. 150; Circulaire, 31 mars 1802, Hobart à Carleton, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 149, Hobart à Fanning, NAC, RG7 G8D, volume 2, p. 153; Circulaire, 1^{er} mai 1802, Hobart à Carleton, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 161, Hobart à Fanning, NAC, RG7 G8D, volume 2, p. 155; Circulaire, 6 novembre 1805, Castlereagh à Carleton, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 417, Castlereagh à Des Barres, NAC, RG7 G8D, volume 3, p. 12; Circulaire, 28 février 1806, Windham à Officer administering the Government of New Brunswick, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 429; Circulaire, 24 mars 1806, Windham à Officer administering the Government of New Brunswick, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 437; Circulaire, 5 septembre 1806, Windham à Officer administering the Government of New Brunswick, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 559; Circulaire, 13 septembre 1806, Windham à Officer administering the Government of New Brunswick, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 565; Circulaire, 3 septembre 1808, Castlereagh à Desbarres, NAC, RG7 G8D, volume 3, p. 125; Circulaire, 22 janvier 1809, Castlereagh à Desbarres, NAC, RG7 G8D, volume 3, p. 137; Circulaire, 25 mai 1809, Castlereagh à Hunter, NAC, RG7 G8B, volume 4, p. 109, Castlereagh à Desbarres, NAC, RG7 G8D, volume 3, p. 153; Circulaire, 14 août 1809, Castlereagh à Desbarres, NAC, RG7 G8D, volume 3, p. 172; Circulaire, 29 octobre 1809, Liverpool à Desbarres, NAC, RG7 G8D, volume 3, p. 194; Circulaire, 16 octobre 1810, Liverpool à Desbarres, NAC, RG7 G8D, volume 3, p. 209; Circulaire, novembre 1810, Liverpool à Desbarres, NAC, RG7 G8D, volume 3, p. 214; Circulaire, 2 juin 1814, Bathurst à Saumarez, NAC, RG7 G8B, volume 4, p. 587, Bathurst à Smith, NAC, RG7 G8D, volume 4, p. 140

⁴³ C'est absolument limpide dans la correspondance avec les provinces anglophones, comme par exemple le Nouveau-Brunswick, mais cela le devient aussi avec le Bas-Canada. Voir par exemple Portland à Carleton, n°27, 6 décembre 1798, NAC, RG7 G8B, volume 2, p. 499.

⁴⁴ Portland à Milnes, n°7, 12 juillet 1800, NAC, Q78A, p. 131.

Succès et limites de la transposition du modèle britannique et de la propagande impériale

Ce transfert, même modéré, d'institutions et d'idéaux, même conservateurs, est à double tranchant pour Londres.

Succès de la politique impériale

D'un point de vue de la loyauté des colons, la propagande royaliste et loyaliste porte ses fruits dans les colonies. Par exemple, les marques d'attachement, comme les adresses de loyauté, les contributions financières à l'effort de guerre et les « grandes réjouissances » qui ont lieu dans les colonies après les victoires britanniques importantes (comme Trafalgar) sont communes.⁴⁵ Il faut par ailleurs noter que contrairement à ce que certains craignaient, une large partie de la population, anglophone comme francophone, reste fidèle à la couronne britannique pendant les guerres contre la France et pendant la Guerre de 1812 contre les États-Unis. Les problèmes de loyauté pendant la Guerre de 1812 seront d'ailleurs causés non pas par les Francophones mais par quelques Américains nouvellement installés dans le Haut-Canada.⁴⁶

En outre, alors que le constitutionnalisme britannique est graduellement transféré dans les colonies, les lois qui ne reçoivent pas la sanction royale deviennent rares à partir du début du XIX^e siècle.⁴⁷ Et si des erreurs⁴⁸ ou des défauts dans le fond ou la forme sont encore corrigés,⁴⁹ il semble que les colons aient appris à faire fonctionner leurs institutions efficacement.

Les tensions et confrontations dans le Bas-Canada et le Haut-Canada

Cependant, si, dans les années 1800-1810, la loyauté des colons à la Grande-Bretagne et la diffusion du constitutionnalisme semblent acquises, l'ambivalence de la politique coloniale commence aussi à toucher à ses limites alors que des « partis » commencent à faire leur apparition dans les deux colonies.⁵⁰

---

⁴⁵ Grenville à Dorchester, 9 octobre 1789 et 19 octobre 1789, NAC, Q59B, p. 81, 60; Dundas à Wentworth, n°7, 29 avril 1793, NAC, A118, p. 80; Portland à Wentworth, n°23, 14 décembre 1796, NAC, A124, p. 199; Portland à Russel, n°12, 5 novembre 1798, NAC, Q278A, p. 163; Portland à Hunter, n°3, 4 octobre 1799, NAC, Q278A, p. 195; Portland à Wentworth, n°54, 17 octobre 1800, NAC, A132, p. 156. Portland à Wentworth, n°34, 1er juillet 1798, NAC, A128, p. 2; Portland à Carleton, n°24, 27 juillet 1798, NAC, RG7 G8B, volume 2, p. 448; Portland à Wentworth, n°35, 31 juillet 1798, NAC, A128, p. 10; Portland à Milnes, n°7, 12 juillet 1800, NAC, Q78A, p. 131; King à Milnes, 1^{er} août 1801, NAC, Q78A, p. 134; Hobart à Milnes, n°1, 3 septembre 1801, NAC, Q78A, p. 169. *The Caledonian Mercury*, 26 avril 1806.

⁴⁶ Troy Bickman, *The Weight of Vengeance: the United States, the British Empire, and the War of 1812* (Oxford : Oxford University Press, 2012), pp. 137-138.

⁴⁷ Spencer à Ludlow, 10 octobre 1806, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 571.

⁴⁸ Castlereagh à Dunn, n°3, 4 juillet 1807, NAC, Q97A, pp. 46-47.

⁴⁹ Par exemple, Henry Dundas surveille de près la réforme du système judiciaire du Bas-Canada après 1791, afin de s'assurer que la division des pouvoirs soit respectée. Quelques mois à peine après l'envoi de ses propositions de réforme du système judiciaire du Bas-Canada, Dundas doit (ré)expliquer à l'administrateur Clarke les principes essentiels de l'Acte du Canada et de la séparation des pouvoirs. Clarke veut en effet lier la position de clerk du conseil exécutif à celle de juge de la *Court of Common Pleas* : une absurdité pour l'homme de loi écossais puisque le conseil exécutif est déjà une cour d'appel. Dundas à Clarke, 3 février 1793, NAC, Q77A, p. 55. Pour d'autres exemples, voir Portland à Russel, n°11, 28 juillet 1798, NAC, Q278A, p. 150-151; Portland à Hunter, n°3, 4 octobre 1799, NAC, Q278A, p. 192; Castlereagh à Ludlow, 5 septembre 1807, NAC, RG7 G8B, volume 3, p. 640.

⁵⁰ Dans le Bas-Canada, les marchands britanniques, associés à quelques seigneurs francophones, surnommés la « Château Clique » par leurs opposants, dominent les conseils alors que ce parti est minoritaire à l'assemblée. En 1805, des points de discordance commencent à apparaître entre propriétaires terriens et marchands lors des débats pour financer la construction de prisons. Les francophones, majoritairement propriétaires terriens, souhaitent taxer le commerce alors que les marchands (surtout des Britanniques) préfèrent des taxes foncières. Cette fois, les marchands ne parviennent pas à convaincre le conseil législatif qui décide d'augmenter les taxes sur le rhum, la mélasse et les fourrures.

Au Bas-Canada, le « Parti canadien » (majoritairement francophone) qui émerge au milieu des années 1800 va mettre Londres dans l'embarras, notamment parce que leurs idées sont largement inspirées du parlementarisme britannique car les Canadiens se sont familiarisés avec le constitutionnalisme et les auteurs constitutionnels anglais, comme Blackstone.⁵¹ Ce sont les tensions entre le Gouverneur général et l'assemblée qui vont être au cœur de la crise. Le gouverneur Craig n'a aucune confiance envers la population francophone, il est convaincu qu'ils espèrent une victoire de Napoléon en Europe⁵², que ce sont des traîtres et des républicains, et il veut les soumettre par la force. Le Parti canadien va en retour tenter de contrôler davantage l'exécutif et l'assemblée en rejetant la présence de certains membres (un est accusé de collusion puisqu'il est également juge, l'autre est rejeté parce qu'il est juif). En 1809, le gouverneur décide de dissoudre l'assemblée et de convoquer de nouvelles élections mais il échoue à faire perdre sa majorité au Parti canadien. Du point de vue de la métropole, le problème est épineux. Car s'il est clair que l'assemblée tente d'empiéter sur les pouvoirs du gouverneur, la manière de faire est parfaitement légale et constitutionnelle. Le ministre Castlereagh le sous-entend dans sa lettre publique à Craig⁵³ et l'explique très clairement dans sa lettre privée quand il écrit :

[...] the Assembly had a right if they thought fit to appoint a Committee to examine the inconveniences which arose from Judges canvassing at elections [...] It was obvious that a real Jew could not sit in the Assembly, as he could not take an oath upon the Gospel. It was therefore competent to the Assembly to inquire whether Mr. Hart had complied with all such Requisitions as might be legally necessary to prove his *bona fide* conversion to Christianity.⁵⁴

Il apparaît donc clairement que les députés maîtrisent leur droit constitutionnel. Le ministre conseille à Craig de faire preuve de plus d'habileté politique et de gérer son gouvernement d'une main de fer tout en faisant croire « en apparence » aux membres de l'assemblée qu'ils jouissent de tous les droits britanniques, notamment de liberté d'expression.⁵⁵ Castlereagh tente donc de maintenir l'ambivalence qui caractérise la politique coloniale de Londres depuis 1791. La crise continue cependant en 1810 et elle va pousser son successeur, Lord Liverpool, à lever le voile sur les intentions de la politique coloniale et les limites réelles à la transposition du système britannique lorsqu'il demandera à Craig d'avoir une lecture « stricte » et « rigide » de l'Acte du Canada s'il ne parvient pas à contrôler l'assemblée⁵⁶, lecture qui implique de ne convoquer l'assemblée qu'une fois par an ou la proroger

⁵¹ Taft Manning, *The Revolt of French Canada*, op. cit., pp. 60-61; André Bernard, *Vie politique au Canada* (Québec : Presses Universitaires de Québec, 2005), pp. 97-100; Hare, *Aux Origines*, op. cit., pp. 22, 37, 42, 141.

⁵² Craig pense en outre que l'Empereur français va tenter de reprendre le Canada. Cependant, dans leurs correspondances, les Secrétaires d'Etat, bien que méfiants à l'égard de la population francophone dans ce contexte de guerre, craignent assez peu des attaques françaises contre les colonies nord-américaines. Taft Manning, *The Revolt of French Canada, 1800-1835*, op. cit., p. 227; Circulaire, 12 décembre 1792, Dundas à Lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, NAC, RG7 G8B, volume 2, pp. 93-94, Dundas à Lieutenant-gouverneur de l'Île Saint-Jean, NAC, RG7 G8D, volume 2, pp. 9; Dundas à Wentworth, n°15, 1^{er} janvier 1794, NAC, A120, p. 2; Dundas à Wentworth, n°16, 14 février 1794, NAC, A120, p. 56; Dundas à Dorchester, 11 mai 1794, NAC, Q77A, p. 126; Portland à Dorchester, n°2, 13 août 1794, NAC, Q77A, pp. 144-145; Portland à Dorchester, n°3, 5 septembre 1794, NAC, Q77A, p. 153; Portland à Dorchester, n°5, 4 octobre 1794, NAC, Q77A, p. 157; Portland à Dorchester, n°7, 8 novembre 1794, NAC, Q77A, p. 162; Portland à Prescott, 20 janvier 1797, NAC, Q78A, pp. 2-3; Hobart à Milnes, n°3, 3 décembre 1801, NAC, Q78A, pp. 174-175.

⁵³ Il écrit dans sa lettre publique : « You will take care to use all such temperate & chosen language as may not leave it in the Power of the Legislative Assembly which may afterwards be chosen to question the Propriety of your sentiments as affecting their Privileges or the Constitution », Castlereagh à Craig, n°21, 7 septembre 1809, NAC, Q97A, p. 127.

⁵⁴ Castlereagh à Craig (privée), 7 septembre 1809, NAC, Q97A, pp. 130-131.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 132.

⁵⁶ « If however every Effort of this nature should prove abortive [His Majesty's Ministers] do not see that there exists any such necessary dependence of the Executive Government in Canada upon the House of Assembly, as need prevent your

aussi longtemps que nécessaire. Dans ce cas de figure, le Parlement impérial peut de droit se charger de tous les sujets importants comme les lois commerciales, le financement des établissements civils et militaires ou l'expulsion des étrangers. Seules les lois pour l'amélioration et le développement des colonies (routes, écoles etc.) seraient affectées par la suspension de l'assemblée.⁵⁷ Les choses n'iront pas si loin car Craig (qui est malade) démissionne et est remplacé par Sir George Prevost.⁵⁸

Dans le Haut-Canada, des tensions commencent également à apparaître entre une opposition naissante de réformateurs qui considèrent que le Lieutenant Gouverneur Gore et son conseil dirigent la province d'une manière despotique—en privant l'assemblée de ses droits, notamment de son droit de regard sur la façon dont l'exécutif gèrent les comptes et utilisent les revenus de la Province. Le problème est rapidement réglé par Londres qui suspend le juge Thorpe (chef de file des mécontents) en 1807.⁵⁹

Vers les années 1810, du point de vue de Londres, on peut donc avoir l'impression que la transposition limitée du système britannique doublée d'une propagande royaliste et constitutionnaliste a été efficace, puisque les colons sont ou restent anglicisés, loyaux et relativement facilement contrôlables.

Conclusion

Au cours des décennies qui suivent la Révolution américaine, le transfert partiel et contrôlé du modèle et du constitutionnalisme britannique dans le Haut comme dans le Bas-Canada peut être envisagé comme une réussite. Sur le plus long terme, la tentative de limiter la diffusion des libertés dans les colonies et d'éviter une nouvelle sécession⁶⁰ a des résultats plus mitigés puisque, bien que—ou parce que—Londres ait tenté de repousser, de limiter et de contrôler la transposition d'institutions libres—une telle transposition ne peut se faire sans confrontations. Les tensions des années 1800 annoncent les crises politiques des années 1820 et les rébellions de 1837-1838 dans le Bas et dans le Haut-Canada. Cependant, vers 1815, la façon dont les crises et tensions ont été réglées et la loyauté de la grande majorité des colons lors de la Guerre de 1812 font que les ministres ne voient pas que le problème est plus profond.

Alice Lemer-Fleury
Université de Nantes

---

adopting consistently with the most strict & rigid adherence to every legal form a firm, temperate but persevering resistance to all the encroachments and usurpations of the Assembly », Liverpool à Craig (confidentielle), 12 septembre 1810, NAC, Q97A, pp. 162-166

⁵⁷ *Ibid.*, pp. 167-171.

⁵⁸ Draft (Liverpool) à Prevost, n°11, 31 mai 1811, NAC, A146, p. 83.

⁵⁹ Ducharme, *Le Concept de liberté*, *op. cit.*, pp. 97-101; Castlereagh à Gore, n°2, 19 juin 1807, NAC, Q293A, p. 112.

⁶⁰ Eliga Gould, « Revolution and Counter-Revolution », dans David Armitage et Michael J. Braddick dir., *The British Atlantic World, 1500-1800* (Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2002), pp. 196-213; Maya Jasanoff, *Liberty's Exiles: American Loyalists in the Revolutionary World* (New York and Toronto : Alfred A. Knopf, 2011), p. 202.

Bibliographie

Sources primaires

Correspondence coloniale - Bibliothèque et archives Canada

- CO42 volume 15 to 22 (1781-1821)
- Q (Upper and Lower Canada) – volumes 26 to 136A and 278 to 318A (1783-1816)
- A (Nova Scotia and Cape Breton) – volumes 105 to 155 (1784-1815)
- RG7 G8B (New Brunswick) – volumes 1 to 5 (1784-1820)
- RG7 G8D (Prince Edward's Island) – volumes 1 to 4 (1771-1817)

Rapports et minutes du *Board of Trade*

BT 5, volumes 1 à 24, The National Archives, Kew

Sources parlementaires

The Parliamentary History of England from the Earlier Period to the Year 1803, W. Cobbett, T.C. Hansard, London, volume xxiii (1782) to volume xxxvi (1803), disponible sur www.googlebooks.com

The Parliamentary Debates from the Year 1803 to the Present Time, T.C. Hansard, London, volume i (1803) à volume xxxi (1815) disponible sur www.googlebooks.com and on Westminster's database <http://hansard.millbanksystems.com>

The Statute at Large of England and of Great Britain, vol. XVII, John Raithby (ed), London, John Eyre and Andrew Strachan, 1811.

Presse

<http://www.thetimes.co.uk/tto/archive> et <http://www.britishnewspaperarchive.co.uk> étudiés pour la période 1783-1815

The Analytical Review, Londres, J. Johnson

The British Critic and Quarterly Theological Review, Londres, Rivington

The Gentleman's Magazine, by Sylvanus Urban, Londres, John Nichols

The Monthly Review, or Literary Journal, Londres, Becket & Proter

The Political Magazine and Parliamentary, Naval, Military, and Literary Journal, Londres, J. Bew

The Scots Magazine, Edimbourg, Murray & Cochrane

Sources primaires imprimées

« A Letter Descriptive of the Different Settlements in the Province of Upper Canada » (1795), *The Monthly Review*, volume 20, 1796, p. 479.

« Petition for a House of Assembly », 24th November 1784, dans SHORTT, Adam and DOUGHTY, Arthur G. (dir.), *Documents relating to the Constitutional History of Canada, 1759-1791*, Ottawa, S.E. Dawson, 1906.

« Proposals for settling new Lands in Canada under the Protection of the British Government » (1801), dans *The Gentleman's Magazine*, volume 71, 1801, p. 250.

ANDERSON, David. *Canada; or a View of the Importance of the British American Colonies*. London : Richardson, 1814.

ANON. *Observations on a Pamphlet, entitled A State of the Present Form of Government of the Province of Quebec; circulated in London, during the Last Summer*, by a citizen of Quebec. London : Rivington, 1790.

BOULTON, D'Arcy. *Sketch of His Majesty's Province of Upper Canada*. London : Rickaby, 1805.

LAMBERT, John. *Travels Through Lower Canada and the United States of North America in the Years 1806-1808*. Volume I. London : Cradock & Jay; Edinburgh : Daig & Stirling, Dublinn Keene, 1813.

LYMBURNER, Adam. *A Review of the Government and Grievances of the Province of Quebec, since the Conquest of it by the British Arms*. Londres : Stockdale and Richardson, 1788.

LYMBURNER, Adam. *Paper read at the Bar of the House of Commons, by Mr Lmburner, Agent for the Subscribers to the Petitions from the Province of Quebec, bearing date the 24th of November, 1784 (23 mars 1791)*.

MONK, James. *State of the Present Form of Government of the Province of Quebec*. Londres : Debrett, 1789.

WELD, Isaac. *Travels through the States of North America and the Provinces of Upper and Lower Canada in the years 1795, 1796, and 1797*. London : Stockdale, 1800.

Sources secondaires

ARMITAGE, David et BRADDICK, Michael J. dirs. *The British Atlantic World, 1500-1800*. London : Pargrave Macmillan, 2009.

BERNARD, André. *Vie politique au Canada*. Québec : Presses Universitaires de Québec, 2005.

BICKMAN, Troy. *The Weight of Vengeance: the United States, the British Empire, and the War of 1812*. Oxford : Oxford University Press, 2012.

BOTHWELL, Robert. *The Penguin History of Canada*. Toronto : Penguin Canada, 2006.

BRIGGS, Asa. *The Age of Improvement, 1783-1867*. London : Longman, 1959.

CRAIG, Gerald M. *Upper Canada : the Formative Years, 1784-1841*. Toronto : McClelland and Stewart, 1963.

DUCHARME, Michel. *Le Concept de liberté au Canada à l'époque des Révolutions atlantiques, 1776-1838*. Montréal & Kingston : McGill-Queen's University Press, 2010.

ERRINGTON, Jane. *The Lion, the Eagle and Upper Canada: A Developing Colonial Ideology*. Montréal & Kingston : McGill-Queen's University Press, 1987.

GREENWOOD, F. Murray. *Legacies of Fear, Law and Politics in Quebec in the Era of the French Revolution*. Toronto : University of Toronto Press, 1993.

GOULD, Eliga. « Revolution and Counter-Revolution ». Dans David Armitage et Michael J. Braddick dirs. *The British Atlantic World, 1500-1800*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2002. Pp. 196-213.

HAGUE, William. *William Pitt the Younger*. London : Harper Perennial, 2004.

HARE, John. *Aux Origines du parlementarisme québécois, 1791-1793*. Québec : Septentrion, 1993.

HARLING, Philip. « A Tale of Two Conflicts: critiques of the British war effort ». Dans PHILP, Mark dir. *Resisting Napoleon: Response to the Threat of Invasion, 1797-1815*. Aldershot : Ashgate, 2006. Pp. 19-60.

HARLOW, Vincent. « The New Imperial System, 1783-1815 ». Dans HOLLAND ROSE, J. et al édés. *The Cambridge History of the British Empire, volume II, 1783-1870*. Cambridge : Cambridge University Press, 1961. Pp. 131-188.

JASANOFF, Maya. « Revolutionary Exiles: the American Loyalists and the French Emigré Diaspora ». Dans ARMITAGE, David et SUBRAHMANYAN, Sanjay dirs. *The Age of Revolution in Global Context, c. 1760-1840*. Basington et New York: Palgrave Macmillan, 2010. Pp. 37-58.

JASANOFF, Maya. *Liberty's Exiles: American Loyalists in the Revolutionary World*. New York and Toronto: Alfred A. Knopf, 2011.

KNOWLES, Valery. *Strangers at Our Gate: Canadian Immigration and Immigration Policy, 1540-2007*. Toronto : Dundurn Press, 2006.

LANCTOT, Gustave. *Canada and the American Revolution, 1774-1783*. Cambridge MA : Harvard University Press, 1967.

LAUDY, Danielle. « Les politiques coloniales britanniques et le maintien de l'Ancien Régime au Bas-Canada, 1791-1832 ». *Histoire, économie et société*, 14^{ème} année, No 1, 1995, pp. 73-92.

LAWSON, Phillip. *The Imperial Challenge : Quebec and Britain in the Age of the American Revolution*, Montréal & Kingston : McGill-Queen's University Press, 1989.

LE JEUNE, Françoise. « Les suites du Traité de Paris vues du côté britannique : mise en place de « nouvelles » politiques de colonisation au Canada français, 1763 ». Dans VEYSSIERE, Laurent, JOUTARD, Philippe et POTON, Didier dirs. *Vers un Nouveau monde atlantique, les traités de Paris, 1763-1783*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2016. Pp. 95-111.

LINTEAU, Paul-André. *Histoire du Canada*. Paris : Presse Universitaire de France, 2014. eBook. Np.

MANCKE, Elizabeth. « Early Modern Imperial Governance and the Origins of Canadian Political Culture ». *Canadian Journal of Political Science*, vol. 32, No 1, 1999, pp. 3-20.

MASON, Keith. « Britain and the administration of the American Colonies ». Dans DICKINSON, H.T. dir. *Britain and the American Revolution*. London : Routledge, 2014. Pp. 21-43.

MILOBAR, David. « Conservative Ideology, Metropolitan Government and the Reform of Quebec, 1782-1791 ». *The International History Review*, vol. 12, No 1, 1990, pp. 45-64.

NELSON, R.R. *The Home Office, 1782-1801*. Durham : Duke University Press, 1969.

PHILP, Mark. « The British response to the threat of invasion, 1797-1815 ». Dans PHILP, Mark dir. *Resisting Napoleon: Response to the Threat of Invasion, 1797-1815*. Aldershot : Ashgate, 2006. Pp. 1-17.

TAFT MANNING, Helen. « The Civil List of Lower Canada ». *The Canadian Historical Review*, XXIV, mars 1943, pp. 24-47.

-----, *British Colonial Government After the American Revolution, 1782-1820*. New Haven : Yale University Press, 1933.

-----, *The Revolt of French Canada, 1800-1835: A Chapter of the History of the British Commonwealth*. New York : St Martin's Press, 1962.

WATSON, J. Stephen. *The Reign of George III, 1760-1815*. Oxford : Clarendon Press, 1960.